

EXTENSION DE LA ZA DE KERMARQUER SUR LA COMMUNE DE LA TRINITÉ SUR MER

AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE

DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE ENVIRONNEMENTALE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

10. BILAN DE LA CONCERTATION

Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-13. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne

Application du régime de la concertation environnementale

Depuis la réforme introduite par l'ordonnance no 2016-160 du 3 août 2016, le projet d'extension du Parc d'activités de Kermarquer entre dans le champ d'application de la concertation environnementale.

L'article L. 121-17-1 du Code de l'environnement issu de la réforme prévoit un droit d'initiative du public pour demander au Préfet l'organisation d'une concertation préalable concernant notamment les projets réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique dont le montant des dépenses prévisionnelles est supérieur à un seuil ne pouvant être supérieur à 5 millions d'euros.

Afin de permettre la mise en œuvre de ce droit d'initiative du public, la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique a procédé à la publication d'une déclaration d'intention (arrêté n°2019AG/09 du Président en date du 3 mai 2019 portant approbation de la déclaration d'intention relative au projet d'extension du Parc d'activités de Kermarquer sur la commune de La Trinité-sur-Mer).

L'article L. 121-19 du Code de l'environnement encadre le droit d'initiative du public et indique qu'il s'exerce, au plus tard, dans le délai de quatre mois suivant la publication de la déclaration d'intention. La déclaration d'intention est publiée sur le site internet du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, s'il ou elle dispose d'un tel site, et sur le site internet des services de l'État dans le département.

L'arrêté et la déclaration d'intention annexée ont été publiés le 10 mai 2019 :

- sur le site internet de la Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique, à l'adresse suivante : www.auray-quiberon.fr
- sur le site internet de la Commune de La Trinité-sur-Mer, à l'adresse suivante : www.la-trinite-sur-mer.fr
- et notifiés à Monsieur le Préfet du Morbihan qui a procédé à leur publication sur le site internet des services de l'État dans le département à l'adresse suivante : www.morbihan.gouv.fr.

Le présent arrêté et la déclaration d'intention annexée ont également été rendus publics par le biais d'un affichage dans les locaux de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique sis Porte Océane - 40 rue du Danemark - CS 70447 - 56404 AURAY cedex ainsi qu'en mairie de La Trinité-sur-Mer.

La publication de la déclaration d'intention a ouvert au public, durant un délai de quatre mois, le droit d'initiative prévu à l'article L. 121-19 du Code de l'environnement. Ce droit n'a pas été exercé.

Le Préfet décide alors de l'opportunité d'organiser une concertation préalable selon les modalités des articles L. 121-16 et L. 121-16-1 du Code de l'environnement. Ainsi, aucune demande n'a été formulée auprès du Préfet dans le délai imparti pour solliciter l'organisation d'une concertation environnementale, comme l'exprime le courrier en date du XXXX.

Information et participation du public dans le cadre d'autres procédures antérieures

Il est à noter que d'autres procédures avaient permis au public d'être associé au projet :

- lors de la révision simplifiée du POS du 28 décembre 2005 pour la zone d'activités de Kermarquer.

Par délibération en date du 19 décembre 2003, le Conseil Municipal de la commune de LA TRINITE SUR MER a décidé d'engager une révision simplifiée du POS portant sur le projet d'extension de la zone de Kermarquer, lequel présente un caractère d'intérêt général. Le 21 février 2005, le projet a été soumis aux personnes publiques associées. Du 19 au 30 septembre 2005, une concertation auprès de la population s'est déroulée sous la forme d'une exposition panneaux d'affichage en mairie. 5 observations ont été formulées par le public. Celles-ci ont été prises en compte et le plan de zonage a alors été mis à jour. Les entreprises ont également été conviées à des réunions d'échange. L'enquête publique s'est déroulée du 25 au 28 novembre 2005. Le commissaire a rendu un avis favorable. Par délibération du 28 décembre 2005, le conseil municipal a tiré le bilan de la concertation (délibération en annexe) et approuvé la révision simplifiée du POS (délibération en annexe).

- lors de l'enquête publique organisée au titre des articles L.214.1 à L.214.6 du code de l'environnement pour le « projet de requalification et d'extension de la zone d'activités de Kermarquer ».

L'enquête publique s'est déroulée du 6 janvier 2012 au 27 janvier 2012 inclus dans les conditions prévues par le code de l'expropriation. 3 permanences se sont déroulées en mairie les 6, 18 et 27 janvier 2012. L'enquête publique a donné lieu à 5 observations, auxquelles le maître d'ouvrage a apporté des réponses. Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable.

- lors de l'élaboration du PLU de la Commune de LA TRINITE SUR MER approuvé le 26 décembre 2013

Par délibération en date du 25 juillet 2011, le Conseil Municipal de la commune de LA TRINITE SUR MER a décidé d'engager la révision du PLU sur la totalité du territoire communal et a décidé des modalités de la concertation. Le projet a fait l'objet d'une concertation auprès de la population et d'une soumission aux personnes publiques associées. Le conseil municipal a tiré le bilan de la concertation le 20 décembre 2012 (délibération en annexe). L'enquête publique s'est déroulée du 29 avril 2013 au 31 mai 2013. Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable. Par délibération du 26 décembre 2013, le conseil municipal approuvé le Plan local d'urbanisme (délibération en annexe).

- lors de l'enquête publique organisée au titre du code de l'urbanisme pour la modification n°1 du PLU de LA TRINITE SUR MER

La modification n°1 du plan local d'urbanisme a été prescrite par arrêté municipal du 5 avril 2018 et notifiée au préfet et aux personnes publiques associées en date du 13 avril 2018. Une enquête publique s'est déroulée du 14 mai 2018 au 15 juin 2018 et a permis au grand public de faire part de ses observations. Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable. Par

délibération du 9 novembre 2018, le conseil municipal approuvé la modification n°1 du Plan local d'urbanisme (délibération en annexe).

ANNEXE